

# Signes de reprise à pas comptés

**E**n 2010, l'activité économique repart dans les économies avancées. Le commerce international reste actif, tiré en particulier par la demande des pays émergents, et les principaux acteurs bénéficient de taux d'intérêt historiquement bas. En fin d'année, puis début 2011, des risques demeurent, concernant la capacité de pays émergents à éviter la surchauffe de leur économie, les conséquences du séisme au Japon, la poursuite de la hausse des prix des matières premières, notamment du pétrole en lien avec les troubles géopolitiques en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

En Europe, le regain d'activité est diversement partagé. Les tensions observées sur les dettes souveraines orientent les politiques économiques et les plans de relance cèdent progressivement la place à des positions budgétaires plus restrictives. C'est l'Allemagne, profitant de la reprise de la demande mondiale, qui termine l'année avec la meilleure croissance du produit intérieur brut (+3,6 %), le double de la moyenne de l'Union européenne, mais sans effacer totalement le recul de 2009.

L'économie française renoue plus modestement avec la croissance en 2010. Le produit intérieur brut progresse de 1,5 %, après une baisse de 2,7 % l'année précédente. Les flux d'échanges extérieurs reprennent assez nettement. L'investissement des entreprises et leur comportement de

stockage sont bien orientés, comme la consommation des ménages.

L'impact de la crise sur l'emploi a davantage touché les régions industrielles du Nord-Est de la France. Sur l'ensemble de la période 2008-2010, les pertes d'emplois en France atteignent 2,6 %. Le secteur de l'industrie y contribue pour 70 % et continue de perdre des emplois fin 2010. À côté du recours au dispositif de travail partiel - anciennement appelé le chômage partiel - la suppression des emplois intérimaires a permis d'amortir le choc conjoncturel. La majorité de ces emplois supprimés était dans l'industrie et les régions concernées ont connu la baisse la plus forte du nombre d'intérimaires (entre 32 et 38 %), l'Alsace faisant exception, avec une baisse un peu moins forte de 25 %.

## Reprise encore modérée de l'emploi

En 2010, l'évolution de l'emploi salarié reste encore modérée en Alsace (+0,8 % pour +0,9 % en France métropolitaine). Dans les services, soutenus par l'intérim, l'emploi salarié croît plus fortement. L'Alsace est la seule de toutes les régions métropolitaines à avoir presque retrouvé l'ensemble des emplois intérimaires perdus depuis début 2008.

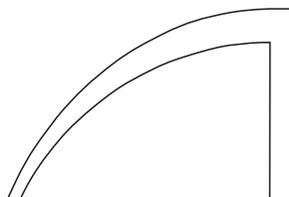
Les pertes d'emplois se poursuivent dans l'industrie, notamment

dans l'industrie automobile, mais elles sont moindres qu'en 2009. La construction et le commerce réduisent également leurs pertes.

À la fin de l'année 2010, le taux de chômage se situe à 8,4 % de la population active en Alsace (soit une diminution de 0,5 point en un an) pour un niveau de 9,3 % en France métropolitaine (-0,3 point). Le nombre des demandeurs d'emplois de catégorie A inscrits à Pôle emploi a légèrement diminué en Alsace. Si la situation est devenue plus favorable pour les moins de 25 ans, elle continue de se dégrader pour les seniors et les chômeurs de longue durée.

Dans le même temps, les jeunes Alsaciens font toujours preuve de taux de réussite aux examens supérieurs à la moyenne nationale et les formations en alternance, soutenues par la politique de l'emploi et la réforme des formations professionnelles, conservent leur attention. L'insertion professionnelle à l'issue d'un contrat de professionnalisation ou d'apprentissage est élevée.

Le nombre de minima sociaux reste dépendant du contexte économique. Concernant le revenu de solidarité active (RSA), depuis septembre 2010, celui-ci a été élargi, sous conditions, aux jeunes actifs et le nombre de bénéficiaires est en augmentation. Il permet au total de garantir un revenu minimum à plus de 100 000 Alsaciens en prenant en



compte les conjoints et les enfants à charge.

### Légère embellie de l'activité dans la plupart des secteurs

Exposés en 2009 à la crise qui affectait notamment ses principaux partenaires économiques, l'Allemagne et la Suisse, les échanges extérieurs de l'Alsace reprennent en 2010. La région conserve son rang de première région française en termes d'exportations par habitant. Ce dynamisme est plus accentué pour les importations et la hausse des exportations ne les compense qu'en partie. La progression des importations concerne l'ensemble des secteurs d'activité, elle est la plus significative pour les produits de l'industrie pharmaceutique, les produits chimiques et, en valeur, pour les hydrocarbures.

Signe d'une conjoncture économique moins fragilisée, les défaillances d'entreprises enregistrées sont en net repli. Dans le même temps, la dynamique de la création d'entreprises reste portée par le succès du régime de l'auto-entreprise.

Tiré par les commandes à l'export, le chiffre d'affaires de l'industrie alsacienne a progressé de 8 % en 2010. Cette amélioration, à nuancer en regard de hausses des prix à la production, bénéficie à tous les grands secteurs. Si le rebond de l'activité industrielle se trouve confirmé, les investissements sont

toujours en recul (-19 %). Seules les entreprises de moins de 50 salariés ont commencé à réinvestir en 2010. L'ensemble des secteurs affichent leur volonté de rattraper dès l'an prochain le retard pris les deux années précédentes.

L'activité des entreprises de BTP, confrontées à l'attentisme de la demande, enregistre encore un recul mais moins marqué qu'en 2009. Le secteur anticipe au mieux une stabilisation. Dans l'immobilier, les mises en chantier de logements en 2010 sont loin d'égaliser les sommets d'avant-crise mais l'embellie est significative (+20 %). Les permis accordés en 2010 pour des maisons individuelles laissent augurer une reprise. L'augmentation des mises en chantier de logements collectifs, avec un retour progressif des accédants à la propriété au côté des investisseurs devrait se poursuivre.

Le regain de l'activité est perceptible dans les transports. Le trafic fluvial de marchandises a augmenté dans tous les ports alsaciens et le port autonome de Strasbourg a réalisé sa meilleure performance des dix dernières années en tonnage de marchandises transbordées. Plus globalement, le tonnage observé sur le Rhin a atteint un niveau moyen, mais en hausse de 5,6 % par rapport à 2009. Dans le transport aérien, le trafic de passagers a repris à l'EuroAirport (+7 % contre -10 % en 2009) mais il a encore baissé à Strasbourg-Entzheim.

La fréquentation de l'hôtellerie régionale atteint des niveaux records. Malgré le recul en avril, lié à des fermetures d'aéroport suite à l'éruption volcanique en Islande, et en décembre, conséquence de l'enneigement exceptionnel des routes, la clientèle étrangère est de retour et l'Alsace a accueilli plus de 3,5 millions de personnes dans les hôtels en 2010. Dans les campings, l'embellie observée en 2009 est confortée, grâce aux nouveaux adeptes de location d'espaces équipés.

Les conditions climatiques de l'année 2010 ont perturbé les productions végétales dans leur ensemble. Après un hiver prolongé, le froid et la pluie en été, les rendements sont en baisse pour les céréales. La viticulture alsacienne est très affectée, le volume total de la récolte chutant de 24 % pour une superficie inchangée. La production laitière, passée la crise de 2009, repart à la hausse avec une revalorisation du prix payé au producteur.

L'espérance de vie des Alsaciens se rapproche de celle des Alsaciennes, à la faveur d'une légère baisse des décès. L'Alsace enregistre une faible progression des naissances, toujours moins de mariages et plus de divorces, et bientôt presque autant de Pacs que de mariages.

**Jean-Pierre COURSON**